CSA Travail – Emploi et Affaires sociales – Santé du 20 novembre 2026
Déclaration préalable des élu.es CGT TEFP, SUD TAS et FSU TEFE

Monsieur Le Ministre,

Dans le contexte de forte mobilisation sociale actuelle et alors que des centaines de milliers de jeunes et de travailleur.ses battent le pavé, sans se laisser intimider par la répression qui s'abat sur eux.elles, nous n'irons pas par quatre chemins : le projet de budget 2027 que vous osez nous présenter est scandaleux ! Un festival de mesures régressives et de cadeaux fiscaux aux entreprises qui ne trouve grâce aux yeux de personne ! Les « efforts » dont vous parlez ne sont manifestement pas à faire par tout le monde. Du côté des services publics, les choix du gouvernement sont effectivement clairs puisque tous les services publics sont visés : des postes d'enseignant.es sont supprimés à hauteur de 1588 postes de titulaires, les collectivités territoriales responsables du bâti scolaire voient leurs dotations réduites. Il faudrait au contraire au moins 10 milliards d'euros pour répondre aux revendications les plus urgentes des lycéen.nes et étudiant.es qui sont également les nôtres.

Les documents de présentation nous ont été transmis très tardivement ; les quelques chiffres positifs que vous avez cités ne trompent personne : le budget des Ministères sociaux est annoncé en baisse drastique de 2,5 milliards d'euros. Le plafond d'emploi est toujours orienté à la baisse, particulièrement marquée dans les ARS ; 20 maigres postes supplémentaires sont prévus du côté des corps de contrôle, mais exclusivement ciblés sur les services régionaux de contrôle de la formation professionnelle, bien mal lotis ces dernières années. Très clairement, cela veut dire que dans tous les autres services, des postes vont demeurer vacants, les départs ne seront pas remplacés, les intérims se poursuivront. La mission dite « 155 » correspondant au fonctionnement des ministères sociaux sera en hausse trompeuse de 2,13 % incluant, par exemple, une baisse de 1,19 % pour la masse salariale globale des agent.es des pôles travail ; faute de document, nous ne pouvons même pas être assuré.es que ce budget sera suffisant pour couvrir les dépenses liées aux avancements d'échelon, pourtant dans le viseur des parlementaires les plus avides d'économies sur le dos des fonctionnaires ; de nouvelles suppressions de postes sont forcément au programme.

Dans le même temps, la mission dite « 354 » qui correspond aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale de l'État sera stable en montant. Ce qui veut dire qu'elle va baisser « au réel » en proportion de l'inflation. C'est cette mission qui porte, pour les agents en département, les locaux, les véhicules, l'informatique… Dans un contexte de forte inflation, cela veut dire des conditions de travail encore dégradées, des déménagements contraints, des bureaux partagés, des outils informatiques toujours plus défaillants, des limitations des déplacements… En l'état, le ministère de l'intérieur ne sait pas s'il pourra payer le chauffage cet hiver si la météo est rigoureuse ! L'austérité, c'est aussi la précarité qui augmente dans tous les services et les restructurations qui se multiplient dans les services emploi, dans les secrétariats et au service renseignement en droit du travail, par exemple.

L'obstination du gouvernement à ne pas entendre la colère sociale le conduit droit dans le mur. Dans le contexte inflationniste actuel et alors que la hausse prévue des salaires dans le secteur privé est estimée à 2,7%, la revalorisation du point d'indice n'est pas une option, c'est votre obligation. Nouvellement recruté.e, un.e agent.e de catégorie C est actuellement bloquée pendant 19 années au niveau du salaire minimal. L'injection de quelques points d'indice aux bas des grilles ne résout rien. Vous exhortez les patrons à augmenter les salaires dans les branches professionnelles, mais toujours rien pour les fonctionnaires ? STOP au mépris et à l'hypocrisie !

Cela ne peut plus durer, un autre budget est possible au service des conditions de vies, de travail ou d'étude du plus grand nombre en faisant supporter les coûts en fonction des possibilités de chacun·e. Les lycéen·nes, les étudiant.e.s, les travailleur.ses ne sont manipulé.e.s par personne ! Il.elles se battent contre la vie chère, pour plus de justice sociale, pour de meilleures conditions d'étude et de travail, pour les services publics. Nous appelons bien évidemment tou.tes les agent.es de ce Ministère à en être : c'est notre combat et c'est tous et toutes ensemble qu'il faut dénoncer l'austérité, les milliards de cadeaux au patronat, ainsi que la dérive autoritaire et policière de la fin de règne macroniste. On ne va certainement pas se satisfaire de l'enveloppe vaguement promise de 4 millions d'euros pour un rattrapage salarial qui ne passerait, à nouveau, que par les primes et de l'engagement pris pour pourvoir les 2000

sections auxquelles des années de sabordage ont réduit les effectifs de contrôle de l'Inspection du travail d'ici… 2030 ! C'est se moquer de nous, mais surtout des travailleur.ses, usager.ères principaux.ales de notre service public. « ça va venir vite » dites-vous aujourd'hui ? Allez dire ça aux collègues qui subissent les intérims depuis des années ! Il y avait 2400 agent.es de contrôle en 2014. On est tellement loin du compte.

Nous appelons de nos vœux l'amplification du mouvement actuel : après les samedis, les 05 et 17 novembre, on continue vers le blocage complet du pays et de son économie ; une nouvelle journée de mobilisation est d'ores et déjà prévue le 1er décembre prochain.

Nous ne nous résignons pas non plus à la dégradation de nos conditions de travail, attestée par le rapport APTEIS dans le secteur Travail – Emploi et tout aussi avérée dans le secteur Santé – Affaires sociales. Sur ce point, vos engagements pris sur le papier, rappelés aujourd'hui nous importent peu, s'ils ne sont pas suivis du déblocage des moyens nécessaires à une réelle amélioration de la situation. Intérims à répétition, surcharge de travail, complexification des tâches, management pathogène,… nous refusons qu'un nouveau drame survienne, alors que l'une de nos collègues vient de mettre fin à ses jours, victime de l'état dans lequel vous laissez sciemment les services.

Il est évident qu'on ne prévient par les risques psychosociaux fabriqués par des politiques austéritaires, sans s'attaquer à leurs causes réelles, a fortiori quand ils ont atteint le niveau insoutenable actuel. Nous exigeons donc que les causes de la situation délétère actuelle soient traitées, comme il se doit. Il est pour nous hors de question de continuer à regarder l'administration se renvoyer la balle entre « Ministères sociaux » d'un côté et « Ministère de l'Intérieur » d'un autre côté, de surcroît alors qu'elle se contente le plus souvent d'essayer de gérer les dégâts !

Nous souhaitons également vous interpeller solennellement s'agissant du projet de déménagement de la DDETS du Val d'Oise dans les locaux de la Préfecture, impliquant des restrictions d'accès à nos locaux incompatibles avec l'exercice de nos missions, au bénéfice de tou.tes les travailleur.ses, avec ou sans-papiers. Il ne suffira évidemment pas d'appeler le bâtiment « Cité administrative » pour résoudre le problème ! Nous vous demandons d'agir pour préserver les conditions d'exercice de nos missions de service public auxquelles vous dites être « attaché », dans le Val d'Oise comme ailleurs.

S'agissant de la « stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines » à l'ordre du jour de cette réunion, le document que vous nous présentez est une véritable provocation dans le contexte de sabordage de nos effectifs et de détérioration de nos conditions de travail que nous n'avons de cesse de dénoncer. Le « pilotage RH » de la misère et de la pénurie à tous les niveaux ? Sérieusement ? Nos demandes sont très claires et n'ont pas besoin de 13 pages de vide ou de doxa néolibérale pour être détaillées : l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, un plan de recrutements à la hauteur des besoins et un plan de résorption de la précarité qui a explosé ces dernières années ; nos moyens humains doivent être renforcés et non sabordés pour être à la hauteur des missions de service public que nous assurons. Nos moyens matériels doivent également être renforcés et les projets de relogement délétères abandonnés. Enfin, il est temps d'admettre que la réforme OTE est un échec et de revenir à des services supports de proximité, dédiés à nos missions.